

Ce que coûte Ebola aux groupes français implantés en Afrique

Par Thierry Fabre

Publié le 31-10-2014 à 17h44

Que ce soit Bolloré ou Orange, les géants français présents dans les pays africains où l'épidémie sévit ont mis en place des mesures préventives. Mais pas question de réduire la voilure... pour l'instant.



En Guinée, personne n'échappe aux mesures de prévention. C-dessus, le Président de la banque africaine de développement, Donald Kaberuka, à son arrivée, le 24 octobre, à Conakry, la capitale du pays, passe le filtre de la prise de température. (CELLOU BINANI/AFP)

Avec plus 10.000 personnes contaminées et 4.877 décès, le virus Ebola n'est pas seulement le plus meurtrier au monde, avec le "taux de létalité" le plus élevé. Il a un impact économique considérable, créant une psychose qui a entraîné des fermetures de frontières et des annulations d'investissements. "Le coût économique d'Ebola peut être dévastateur", a averti la Banque Mondiale. Pour 2014, l'institution a chiffré à 359 millions de dollars l'effet sur les trois pays les plus touchés (Guinée, Libéria, Sierra Leone), une facture qui pourrait atteindre 815 millions l'année prochaine. Surtout, l'effet serait majeur en Afrique de l'Ouest, avec plus de 25 milliards de dollars, si l'épidémie n'est pas maîtrisée. "N'ajoutons pas un désastre économique au drame d'Ebola, s'alarme Etienne Giros, le président délégué du conseil français des investisseurs en Afrique. On constate un état de panique, qui entraîne des mesures pénalisantes telles que la mise en quarantaine de navires ou la suppression de liaisons aériennes. Les conséquences se font déjà sentir : les volumes d'affaires dans le commerce et l'industrie sont en forte baisse".

Face à cette secousse, les groupes français très présents en Afrique ont mis en place des cellules d'urgence et multiplié les mesures pour empêcher la propagation du virus au sein de leur personnel. Même si certains subissent déjà un impact sur leur activité, ils n'ont pas encore réduit la voilure, pour l'instant. Revue de détail...

Bolloré impacté à Conakry

C'est le groupe le plus exposé. En octobre, le cours de Bourse de Bolloré a même dévissé, perdant jusqu'à 24 % par rapport à son plus haut de septembre. Ebola fait craindre une chute de la très forte rentabilité de Bolloré Africa Logistics, qui compte 25 000 salariés dans 45 pays. En Guinée, l'un des pays les plus atteints par le virus, le groupe français avait arraché la concession du port de Conakry à son concurrent Necotrans, en 2011, et lancé depuis de grands travaux d'agrandissement. Mais selon la Banque Mondiale, Ebola pourrait amputer la croissance guinéenne de deux points en 2014, ce qui affecterait l'activité du port. Impact encore plus lourd au Sierra Leone, où le groupe français gère le terminal à conteneurs de Freetown et possède 375 000 m² d'entrepôts. Dans ce pays, la Banque Mondiale estime que le virus Ebola réduira la croissance de 3,3 points de PIB en 2014, soit près de 360 millions de dollars. Toutefois, le directeur général du groupe Bolloré, Gilles Alix, s'est voulu rassurant, le 17 octobre, lors d'une réunion avec les analystes. "Nous n'avons pas d'impact sur le

résultat du groupe. Ebola concerne surtout trois pays qui pèsent seulement 5% du chiffre d'affaires de nos activités africaines. Nos concessions à Conakry et Freetown ne sont pas touchées. Ces ports fonctionnent normalement et n'ont pas connu de baisse d'activité."

BNP Paribas ferme une agence en Guinée

Via sa filiale guinéenne Bicigui (Banque pour le commerce et pour l'industrie de Guinée), la banque s'est retrouvée à l'épicentre de l'épidémie du virus Ebola, dans la zone forestière de Macenta. Elle a d'abord pris des mesures de prévention –lavage des mains à l'entrée des agences, port des gants pour les employés manipulant des espèces- et limité les contacts avec le public, cantonné dans le hall et restreint les horaires d'ouverture. Mais face à l'aggravation de l'épidémie, elle s'est résolue, fin septembre, à fermer son agence. Par ailleurs, la Bicigui constate les premiers effets des restrictions subies par la Guinée –mise en quarantaine des navires, suppression de liaisons aériennes- sur les hôtels, les commerçants et les agences de voyages.

Orange maintient sa croissance

En Guinée, l'opérateur télécom a systématisé la prise de la température des clients via un thermoflash et le lavage des mains, à l'eau chlorée. Dans ce pays, l'activité d'Orange se maintient mais le groupe français commence à constater des "effets secondaires", comme le blocage des équipements en douane ou des restrictions d'activité chez ses grands clients. Les missions d'experts étrangers sont restreintes à celles "liées à la continuité de l'activité technique et commerciale". Mais dans les 19 autres pays africains, où Orange est implanté, l'activité commerciale maintient "une excellente tendance sur le début d'année", explique-t-on chez l'opérateur. Cela dit, nous ne sommes pas à l'abri d'effets économiques majeurs pour notre activité dans les mois à venir".

Air France ferme au Sierra Leone

C'est officiellement à la demande de l'Etat français qu'Air France a fermé sa ligne avec Freetown, au Sierra Leone car les conditions sanitaires n'étaient pas jugées suffisantes. Or, en juin dernier, la compagnie française avait renforcé sa présence dans ce pays, en créant un troisième vol hebdomadaire. A l'époque, il s'agissait de répondre à "une forte demande, notamment des voyageurs d'affaires". En privé, des dirigeants d'Air France déplorent cette fermeture imposée par les pouvoirs publics. Pour son vol quotidien vers la Guinée, Air France doit faire face à la contestation d'une grande partie de son personnel. 80 % du personnel naviguant refuserait de travailler sur cette ligne, à cause des risques sanitaires.

Les prix du transport à la hausse

Ebola provoque une envolée des prix, notamment dans le transport. Par exemple, la compagnie luxembourgeoise Cargo Lux a augmenté les tarifs du fret vers l'Afrique, arguant qu'elle doit doubler ses équipes sur ses vols africains.

Par ailleurs, les kits de protection (masques, gants), utilisés notamment dans les pays les plus touchés voient leur prix flamber. Par exemple, ceux de la PME française Valmy sont passés en quelques semaines de 13 à 20 euros. Une hausse de 53%.

La crainte du boycott

Autre crainte pour les groupes français qui importent des produits d'Afrique : un boycott des produits Made in Africa par les consommateurs. "A l'heure actuelle, il n'y a pas d'inquiétude généralisée sur la consommation des produits africains, mais personne n'est à l'abri d'un mouvement de panique irraisonnée", souligne Pierre Arnaud, administrateur de la Compagnie Fruitière, un groupe français qui emploie 15 500 personnes dans ses plantations en Afrique. N'empêche, le planteur se prépare. Il a contacté l'Institut Pasteur pour lancer une éventuelle campagne de communication, afin d'expliquer que manger des bananes ou des mangues d'Afrique ne présente aucun danger.